



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES **CGT**

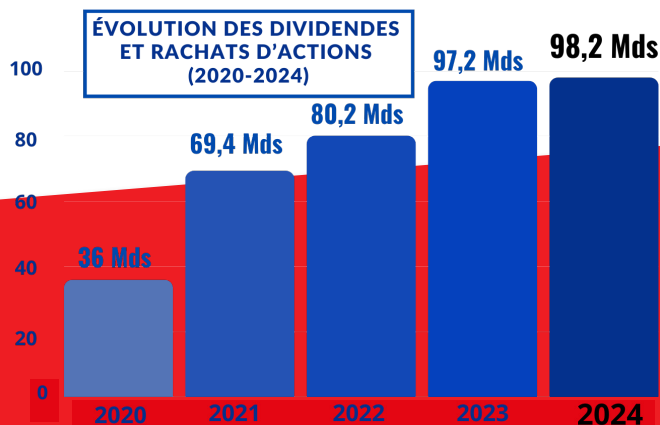
CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) .
FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LAM (0959) . PÉTROLE
(1388) . CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES
(3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES DANS
LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

TOUJOURS PLUS RICHES ET TOUJOURS PLUS JUSQU'AU-BOUTISTES

Depuis toujours, une minorité accapare les richesses produites par les travailleurs. Mais depuis le milieu des années 2000, les jusqu'au-boutistes capitalistes ont accéléré leur pillage.

En effet, de 2000 jusqu'à aujourd'hui, les 0,1 % des Français les plus riches ont vu leur revenu plus que doubler, enregistrant une augmentation de 119 %, soit une progression six fois plus rapide que celle des 99,9 % restants. Il en va de même pour leur patrimoine, qui serait passé de 5 à 10 millions d'euros.

Quant aux grandes entreprises du CAC 40, elles ont augmenté de plus de 250 % les dividendes versés aux vautours financiers en seulement quatre ans, passant de 36 milliards d'euros en 2020 à 98 milliards en 2024. Le coût du capital n'a jamais été aussi important et les sommes globales volées aux travailleurs atteignent, en 2024, des records ! Le pire, c'est que ce sont les mêmes qui annoncent sans relâche des plans de suppressions de postes dans tous les secteurs industriels, alors oui, « LES RATS QUITTENT LE NAVIRE » mais, en plus, ils partent avec le butin !



Mauvais payeurs mais gros profiteurs.

Les plus riches ne veulent pas payer mais n'hésitent pas à se servir dans les caisses de l'État et, par ricochet, dans nos poches. Ils volent nos richesses directement à la source, à la sortie de nos moyens de production mais aussi dans les caisses de l'État, que nous, salariés et contribuables, remplissons avec les taxes, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales.

Cette situation est aggravée par la totale allégerance de l'État au grand patronat. Il faut savoir que les aides publiques de l'État aux entreprises se chiffrent à 180 milliards d'euros, 80 milliards d'exonérations de cotisations sociales et fiscales et que la majeure partie de ces aides est captée par les entreprises du CAC 40, grâce à leur armée de fiscalistes chargés de faire main basse sur le moindre euro.

La France compte près de 2 000 dispositifs publics bénéficiant aux entreprises, mais personne n'en parle. Les médias, détenus par les grands groupes du CAC 40, préfèrent pointer du doigt les Camarades privés d'emploi et les faire passer pour des profiteurs de la solidarité nationale, ou organiser des débats pour nous mettre dans la tête que travailler une journée gratuitement ne serait pas suffisant et qu'il serait bien de réfléchir à une journée de solidarité supplémentaire.

Il est urgent de réagir, la tyrannie patronale est en train de gagner en quelques années ce que nos Camarades ont conquis au prix du sang durant des décennies de luttes. Le temps de la résignation doit-être derrière nous, nous devons sortir du cadre très fermé de nos entreprises,

**FAISONS SAUTER LES PORTES ET PORTAILS
QUE NOS PATRONS ONT CONSTRUITS,
SORTONS DE NOS USINES,
CAMARADES, UNISSONS-NOUS !**